



**A**ssistance **C**ommissaire

**FEDERATION DES BOUCHES DU RHONE  
DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU  
AQUATIQUE**

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 1901  
8 Parc d'activités de Bompertuis - rue d'Arménie  
13120 GARDANNE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Présenté à l'Assemblée Générale ordinaire.

## **I - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de LA FEDERATION DES BOUCHES DU RHONE DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **II - Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie : Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels, du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé la mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, à la date d'émission du présent rapport sur la période analysée, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **III - Continuité d'exploitation**

Nous n'avons pas relevé dans les éléments qui nous ont été communiqués d'éléments susceptibles de remettre en cause la continuité d'exploitation de votre entité.

## **IV - Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification des appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les principes comptables ne donnent pas lieu à des interprétations différentes, notamment pour les éléments significatifs des comptes sociaux,
- il n'existe pas d'évènements ou de données susceptibles d'avoir une incidence significative sur la lecture ou la compréhension des comptes, ou d'avoir pour fondement une interprétation subjective de faits,
- les comptes généraux, ont été vérifiés, et, d'une manière plus précise, les produits à recevoir,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant.

## **V - Vérification des documents adressés aux membres de l'association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **VI - Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf liquidation amiable prévue ou cessation d'activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

## **VII - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels, dont l'objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, la mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion,

Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,

Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,

Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix en Provence, le 06 février 2023

Tristan FARNALIER,  
Commissaire aux Comptes  
AUDIT ASSISTANCE COMMISSARIAT



FDAAPPM13

Edition du : 01/01/2022 au 31/12/2022

Solde*s* N-1 de l'exercice

Avec brouillard

BILAN SYNTHETIQUE

Provisoire

Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net				
Actif immobilisé : Immobilitisations incorporelles - Fonds commercial - Autres Immobilitisations corporelles Immobilitisations financières TOTAL I	28 135 1 863 882 2 971 1 894 988	6 260 1 305 157  1 311 417	21 875 558 724 2 971 583 571	581 417  2 947 584 364		Capitaux propres Capital Ecart de réévaluation Réserves : - Réserve légale - Réserves réglementées - Autres	396 498	396 498
Actif circulant : Stocks et en-cours (autres que marchandises) Marchandises Avances et acomptes versés sur commandes						Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I	322 320 (27 288) 259 575	362 937 (40 617) 247 049
Créances : Clients et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités (autres que caisse) Caisse TOTAL II	58 317 197 544 21 443 268 432 21 545 757		58 317 197 544 21 443 268 432 21 545 757	50 071 179 038 21 429 300 599 5 551 143		Provisions pour risques et charges (II) Dettes Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes Fournisseurs et comptes rattachés Autres TOTAL III	56 223	55 097
Charges constatées d'avance (III)	12 118		12 118	14 509		Produits constatés d'avance (IV)	3 500	4 500
TOTAL GENERAL (I+II+III)	2 452 863	1 311 417	1 141 446	1 150 016		TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	1 141 446	1 150 016

FDAAPPPMA13

Edition du : 01/01/2022 au 31/12/2022

Solde N-1 de l'exercice

Hors brouillard

Hors simulation

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	38 293	16 006
Achats d'approvisionnement	14 185	7 182	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	230 504	228 742	Subventions d'exploitation	405 006	452 523
Impôts, taxes et versements assimilés	10 536	4 732	Autres produits	217 240	200 592
Rémunération du personnel	250 445	243 475	PRODUITS FINANCIERS	1 529	722
Charges sociales	71 215	79 222			
Dotations aux amortissements	94 992	90 218			
Dotations aux provisions					
Autres charges	65 394	101 377			
CHARGES FINANCIERES	1 129	1 706			
TOTAL (I)	738 400	756 654	TOTAL (I)	662 067	669 843
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)			PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	49 045	46 194
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	738 400	756 654	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	711 112	716 037
BENEFICE OU PERTE	(27 288)	(40 617)			
TOTAL GENERAL	711 112	716 037	TOTAL GENERAL	711 112	716 037

**FEDERATION DES BOUCHES DU RHONE  
DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU  
AQUATIQUE**

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 1901  
8 Parc d'activités de Bompertuis - rue d'Arménie  
13120 GARDANNE

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Présenté à l'Assemblée Générale ordinaire.

Aux adhérents de l'association,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612- 6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

#### **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été communiqué qu'aucune convention approuvée par l'assemblée générale délibérant au cours d'exercices antérieurs s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé, en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Fait à Aix en Provence, le 06 février 2023

Tristan FARNALIER,  
Commissaire aux Comptes  
AUDIT ASSISTANCE COMMISSARIAT

